

### *Pouvoir d'emprunt—Loi*

Nous devons jeter un œil critique sur les subventions accordées aux entreprises.

Actuellement, le gouvernement perçoit 8 milliards d'impôts des entreprises et redistribue 8 milliards.

Nous devons déterminer qui y gagne et qui y perd, voir si en déshabillant saint Pierre pour habiller saint Paul on aide ou gêne la création d'emplois et la croissance économique.

Ironiquement, le rapport Nielsen, déposé la semaine dernière, évalue à 16.4 milliards l'aide accordée aux entreprises, une aide donnée des deux mains par le biais d'un système d'encouragements industriels qui se recoupe et qui sont beaucoup trop généreux. Qu'est-ce que le gouvernement attend?

Le premier ministre disait il y a deux ans qu'il devrait réduire les subventions et les encouragements fiscaux pour les entreprises. On l'a répété dans le rapport Nielsen. Au lieu de priver leurs amis qui sont dans les affaires, les conservateurs suppriment des programmes de formation destinés aux jeunes. Ils ne suivent même pas le conseil que donnait le premier ministre il y a deux ans, ni encore celui du rapport Nielsen. Pourquoi refusent-ils d'agir dès maintenant? Pourquoi ne comprennent-ils pas des dépenses beaucoup trop généreuses et qui font double emploi afin de libérer certaines sommes qu'ils pourraient consacrer à des programmes de formation pour les jeunes?

**Le président suppléant (M. Paproski):** Je regrette, mais le temps dont le député disposait est écoulé. Il doit maintenant conclure.

**M. Berger:** Monsieur le Président, je voudrais, en terminant, demander aux députés conservateurs de jeter également un coup d'œil à la stratégie d'emploi pour les jeunes que le premier ministre a présentée le 26 juillet 1984, à Sherbrooke, pendant la campagne électorale. Sauf erreur, monsieur le Président, le gouvernement n'a tenu aucune des promesses que le parti conservateur avait faites à Sherbrooke le 26 juillet 1984. S'il est à court d'idées, il n'a qu'à jeter un coup d'œil sur les promesses qu'il a faites au cours de la campagne électorale et en tenir quelques-unes. Nous pourrions alors songer à lui accorder le pouvoir d'emprunt qu'il demande.

● (1650)

**Le président suppléant (M. Paproski):** Il n'y a ni questions ni observations. Nous poursuivons le débat.

**M. Dave Nickerson (Western Arctic):** Monsieur le Président, je n'ai pas beaucoup de temps à ma disposition, non seulement à cause de la limite de dix minutes, mais aussi parce que la motion à l'étude doit faire l'objet d'un vote avant 17 heures.

J'ai vu le député de Nickel Belt (M. Rodriguez) et son bon ami, le député d'Egmont (M. Henderson) manigancer quelque chose pour nous empêcher de tenir un vote cet après-midi en monopolisant le temps de la Chambre. D'ici cinq minutes, j'aurai certainement réussi à les convaincre de renoncer à cette stratégie afin que nous puissions voter, très probablement contre le renvoi à six mois.

J'ai trois choses à signaler. Premièrement, le cycle budgétaire est constitué du budget, des prévisions budgétaires et du projet de loi d'emprunt présenté à la Chambre. Vous vous souviendrez, monsieur le Président, parce que vous étiez ici à la triste époque libérale, que tous ces éléments étaient pour ainsi dire désynchronisés. Ils ne concordaient pas les uns avec

les autres. On nous présentait un budget à toute époque de l'année, les prévisions de dépenses arrivaient à un autre moment, mais toujours en retard, et les projets de lois d'emprunt pouvaient nous arriver à tout moment. Si vous cherchiez le quantité d'argent demandée dans le projet de loi d'emprunt, il ne correspondait pas aux montants mentionnés soit dans les prévisions de dépenses, soit au budget. Les chiffres vous glaiaient de partout.

S'il y a un domaine dans lequel le gouvernement actuel fait merveille, c'est bien celui des finances. Je suis fier de travailler avec le ministre des Finances (M. Wilson), la ministre d'État aux Finances (M<sup>me</sup> McDougall), le premier ministre (M. Mulroney) et le vice-premier ministre (M. Nielsen) qui ont tant fait dans ce domaine.

**Des voix: Bravo!**

**M. Nickerson:** Maintenant le cycle est bien chronométré. Vous remarquerez que cette année, monsieur le Président, le budget, les prévisions de dépenses et l'autorisation d'emprunt arrivent tous au bon moment. Les chiffres concordent. Nous avons demandé 22.6 milliards à l'autorisation d'emprunt, et on voit exactement au budget et exactement aux prévisions de dépenses pourquoi cet argent est nécessaire, comment on l'a calculé et, monsieur le Président, les chiffres balancent.

Et dans le même ordre d'idées, la seconde chose c'est qu'il n'y a pas de réserves occultes dans cette demande. Si vous vous souvenez d'il y a quelques années, le projet de loi d'autorisation d'emprunt nous arrivait et le gouvernement demandait 25 milliards, ou vous saviez d'après le budget qu'il avait des besoins de financement de 25 milliards, mais le gouvernement vous demandait 35 milliards sans explication véritable. Le gouvernement voulait une réserve en cas de malheur, et le malheur arrivait invariablement à cause de la mauvaise gestion libérale.

Si vous examinez ce projet de loi d'emprunt, il dit exactement et précisément pourquoi l'argent est nécessaire. Faut-il ajouter qu'une bonne partie de cet argent est nécessaire pour payer les intérêts sur la dette contractée par les emprunts excessifs du passé?

Troisièmement, je recommanderais aux députés d'en face, en particulier, de lire le document car il est évident qu'ils ne l'ont jamais lu. S'ils lisent attentivement le *Plan financier* déposé en février au nombre des documents budgétaires, ils verront clairement que nous sommes dans la bonne voie sur le plan financier.

Il est intéressant de noter que pour cette année financière, celle dont il est question dans la mesure d'emprunt à l'étude, pour la première fois depuis bien des années, les recettes excéderont les dépenses des programmes. C'est-à-dire les dépenses du gouvernement moins le montant nécessaire pour le service de la dette existante. Voilà une volte-face importante, monsieur le Président.

Si cette tendance se poursuit tout au long du plan financier jusqu'en l'an 1990, soit le terme de nos projections, on verra que même avant cette date les recettes excéderont du double les dépenses des programmes. Ce faisant, nous réussirons à stabiliser la proportion que représente le montant de la dette par rapport au PNB. Nous sommes dans la bonne voie.